



ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT DE L'ESPACE DOMESTIQUE ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES DES POPULATIONS DE DOUROULA ET DE TCHÉRIBA (BURKINA FASO)

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 31-04-2025 / Date de retour d'instruction : 08-05-2025 / Date de publication : 15-07-2025

Valérie Colette PIGA

Université Joseph KI ZERBO, Burkina Faso

✉ pcolettevalerie@gmail.com

&

Roger ZERBO

Université Joseph KI ZERBO, Burkina Faso

Résumé : Le Burkina Faso a orienté sa politique nationale en matière d'eau potable et d'assainissement dans la même vision des ODD. Il présente un taux d'accès à l'eau potable et l'assainissement adéquat relativement faible en milieu rural soit de 12% pour l'assainissement domestique (PN-AEUE, 2016) et celui de l'eau potable était de 65% (MEA, 2019). Cela est lié au choix de politiques publiques et à certaines pesanteurs sociales du milieu. En effet, des stratégies d'accès à l'eau potable et à l'assainissement des espaces domestiques sont mises en place par l'État accompagné par les collectivités territoriales et quelques associations afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Ce qui a suscité la question de recherche suivante : « Comment les populations des communes de Douroula et de Tchériba se représentent-elles l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de leurs espaces domestiques et les stratégies de leur mise en œuvre ». Nous avons privilégié la méthode qualitative à travers les entretiens semi-directifs à partir d'un guide d'entretien. Cette méthodologie nous permet de décrire les représentations sociales des populations en fonction de leurs perceptions sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de leurs espaces domestiques et des mécanismes de mises en œuvre. Nous avons interrogé les usagers d'eau de quelques ménages, les acteurs impliqués sur la gestion des ouvrages d'eau potable et de l'assainissement de l'espace domestique. Les résultats de notre étude ont montré que les représentations sociales varient en fonction des perceptions endogènes de la localité sur l'accès à l'eau potable. Celles sur l'assainissement de l'espace domestique sont influencées par des pratiques socioculturelles et des barrières financières.

Mots clés : eau potable, assainissement, espace domestique, stratégies d'accès, représentations sociales.

DRINKING WATER, SANITATION, DOMESTIC SPACE, AND SOCIAL REPRESENTATIONS (BURKINA FASO)

Abstract: Burkina Faso has aligned its national drinking water and sanitation policy with the same vision of the SDGs. It has a relatively low rate of access to drinking water and adequate sanitation in rural areas, i.e. 12% for domestic sanitation (PN-AEUE, 2016) and that for drinking water was 65% (MEA, 2019). This is linked to the choice of public policies and certain social constraints in the area. Strategies to provide access to

drinking water and sanitation in domestic areas have been put in place by the state, supported by local authorities and a number of associations, in order to improve living conditions. This gave rise to the following research question: "How do people in the communes of Douroula and Tchériba see access to drinking water and sanitation in their domestic areas and the strategies for implementation? We opted for the qualitative method, using semi-directive interviews based on an interview guide.

This methodology enables us to describe the social representations of populations in terms of their perceptions of access to drinking water and sanitation in their domestic spaces and the mechanisms for implementing them. We interviewed water users in a number of households, and stakeholders involved in the management of drinking water and sanitation facilities in their homes. The results of our study showed that social representations vary according to the locality's endogenous perceptions of access to drinking water. Those concerning domestic sanitation are influenced by socio-cultural practices and financial barriers.

Key words: Potable water, sanitation, domestic space, access strategies, social representations.

Introduction

Les conditions d'approvisionnement en eau potable et de l'accès à l'assainissement affectent la santé, l'environnement et le développement des communautés en particulier en milieu rural. Et c'est pourquoi, l'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissements adéquats et durables fait partie des axes stratégiques majeurs pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie de la population. Au Burkina Faso, en milieu rural, selon l'annuaire statistique 2018, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 66,2% en 2017 à 67,3% en 2018 et celui de l'assainissement de 21,6% à 26,6%, (MEA, 2019). Ces difficultés sont plus accentuées en milieu rural où l'accès à l'eau potable demeure une préoccupation importante tant pour le gouvernement que la population. Quant à l'accès à l'assainissement adéquat, elle est un enjeu crucial pour l'amélioration de cadre de vie des populations. D'importantes dispositions sont en train d'être mises en place pour remédier à ces difficultés d'accès durable aux ouvrages d'eau potable et d'assainissement adéquat.

En effet, le secteur de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement en milieu rural au Burkina Faso est activement à la recherche d'approches et solutions pour surmonter les insuffisances. Alors, d'une part, les différents services et acteurs s'appliquent pour la mise en application des engagements et des lois pour l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural et d'autre part, les communautés engagées adoptent des changements de comportements durables pour renforcer leur accessibilité à l'eau portable et à l'assainissement adéquat.

Nous abordons les questions des stratégies des acteurs de l'action au changement pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et des représentations sociales des populations dans les communes rurales de Douroula et de Tchériba de la province du Mouhoun. Dans un contexte où le développement durable et les politiques publiques s'imbriquent dans les logiques communautaires et endogènes sur le terrain. Nous cherchons à comprendre les représentations sociales face aux différentes actions du gouvernement et de ses partenaires sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement domestique. Ainsi, la question suivante : « Comment les populations des communes de Douroula et de Tchériba se représentent-elles l'accès à l'eau potable et à



l'assainissement de leurs espaces domestiques et les stratégies de mise en œuvre des actions ? » demeure une préoccupation à notre étude. S'agissant de l'objectif de la recherche, il est de décrire les représentations sociales des populations de Douroula et Tchériba liées à l'accès de l'eau potable et de l'assainissement de leurs espaces domestiques et les stratégies de mise en œuvre des actions.

1- Problématique

En décembre 2013, s'est tenue la revue à mi-parcours du Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (PN-AEPA) et du Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE) à Ouagadougou. Des observations ont été notifiées sur la structuration et l'état de fonctionnement de la politique de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement suivi d'engagements pris pour son amélioration. Les deux sous-secteurs (eau potable et l'assainissement) n'ont pas eu toujours la même ampleur de fonctionnement. Le taux d'accès à l'assainissement familiale en 2015, était de 12% en milieu rural (PN-AEUE, 2016) et celui à l'eau potable en milieu rural était de 65% (MEA, 2019 : 12).

À partir de ces données statistiques, nous constatons que l'accès à l'eau potable est plus élevé même si cela demeure insuffisant et que l'assainissement. Cela induit aussi que l'assainissement ne bénéficie pas de la même attention que l'accès à l'eau potable. Déjà, ce qui signifie au niveau des politiques, nous avons un choix privilégié entre ces deux sous-secteurs. Il contribue à étendre ce privilège au niveau communautaire aussi. Pourtant, l'accès à l'assainissement contribue à améliorer la santé et le cadre de vie des ménages. L'état de santé d'une population dépend étroitement de la qualité des services en eau potable et en assainissement conjointement.

Nous constatons cependant quelques difficultés comme l'insuffisance de participation et d'implication de tous les acteurs surtout au niveau local. Nous avons en plus la déficience des dispositions de gestion et d'entretien durable des ouvrages. Des perceptions négatives ou de comportements hostiles aux bonnes pratiques en matière d'assainissement et d'accès à l'eau potable ont été observées. Pourtant, la garantie d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous est sans doute nécessaire. Et pour cela, l'ensemble des populations doit comprendre et accepter les exigences y afférant. Cette adhésion de la communauté doit se manifester par des représentations positives sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de leur espace domestique. Elle doit accompagner également les stratégies nationales en la matière. Alors, des changements de comportements communautaires sont identifiés puis observés et analysés. C'est pourquoi, nous nous attarderons sur les représentations sociales des populations sur l'accès à l'eau potable et celles sur l'assainissement de l'espace domestique suivant la dynamique des politiques gouvernementales et institutionnelles sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Burkina Faso. Cela nous revient à cerner les stratégies développées par les acteurs extérieurs à travers politiques et projets et à comprendre les perceptions communautaires des pratiques. Cette démarche compréhensive de la sociologie de l'action et du changement social s'articule autour d'une préoccupation majeure à savoir comment les populations des communes de Douroula et de Tchériba se représentent-elles l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de leurs espaces domestiques et les stratégies de mise en œuvre des actions.

2-Méthode de recherche

Nos zones d'étude sont les communes rurales de Douroula et Tchériba situées dans la province du Mouhoun, région de la Boucle du Mouhoun au Nord-Ouest du Burkina Faso. En effet, le choix de ces communes s'explique pour plusieurs raisons. D'abord, l'une des principales raisons est que les ouvrages d'eau potable dans les deux communes connaissent des difficultés de gestion et d'entretien. Ensuite, nous avons constaté l'absence presque de latrines et de puisards (puits de stockage des eaux sales) dans la majorité des ménages aussi bien à Douroula qu'à Tchériba. À cela s'ajoute les eaux de toilette qui s'écoulent en créant des flaques d'eaux devant les concessions. L'insuffisance de latrines et l'existence d'espace vide encouragent certains habitants à déféquer à l'air libre. Ce choix se justifie aussi par l'existence de programmes d'activités sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement adéquat en milieu rural de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement de la Boucle du Mouhoun (DREA/BM) et des ONG (OCADES-CARITAS diocésain de Dédougou).

Notre groupe cible se compose essentiellement des Associations d'Usagers d'Eau (AUE), des gestionnaires des PMH et AEPS, des maçons, des Comités Villageoises de Développement (CVD), des Agents de Santé à Base Communautaires (ASBC), des usagers d'eau, des ménages, de chef de ménage de Douroula et de Tchériba. Les personnes de ressources se composent : des agents de la mairie de Douroula et de Tchériba, de la Direction Régionale et provinciale de l'Eau et de l'Assainissement de la Boucle du Mouhoun (DREA/DPEA/BM) et de l'OCADES Caritas diocésain de Dédougou intervenant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. En ce qui concerne notre étude, nous avons opté pour la méthode qualitative dont l'objectif a permis de décrire les représentations sociales de ces populations liées à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de leurs espaces domestiques et les stratégies de mise en œuvre des actions. Les enquêtés ont été choisis suivant la technique de choix raisonné dont 59 enquêtés au total ont été interviewés. Ils sont composés de 36 ménages, 14 personnes issus du bureau AUE et CVD, 4 points focaux et de maçons et 5 personnes de ressources. Nous avons interrogé nos enquêtés à partir de 4 guides d'entretiens, constituées de questions par thème jusqu'à ce qu'il y ait une saturation pour nous rassurer d'obtenir le maximum d'informations.

Vu l'importance cruciale du terrain dans le cadre de notre recherche, S. Ayimpam et al (2014) citant Sylvain Batianga-Kinzi à propos disait : « l'expérience de terrains est un dispositif central dans le processus de la construction de savoir anthropologique » (S. Ayimpam et al., 2014, p87).

Les guides d'entretiens ont été administrés dans deux langues : le français et le dioula sur un dictaphone MP3 et suivi de prise de notes. Pour la collecte de données empiriques, nous avons utilisé un dictaphone et la prise de note avec l'accord des enquêtés au préalable. Tous les entretiens ont été transcrits en français et la traduction s'est faite au moment de la transcription. Nous avons procédé au dépouillement manuel suivant les thèmes des guides d'entretiens élaborés à cet effet sous forme de tableau sur Word, dont l'analyse de contenu a servi à la synthèse des principaux thèmes de notre étude. Et pour faire appel aux propos de nos enquêtés, nous avons utilisé les initiales des noms, le statut matrimonial, leur niveau d'étude et leur tranche d'âge.



3-Résultats

3.1 La perception sur l'accès à l'eau potable

Nous évoquons les perceptions que les populations ont de l'accessibilité d'eau potable dans leur localité. Tous nos enquêtés surtout les membres des AUE reconnaissent d'ores et déjà l'importance vitale de l'eau dans leur quotidien. À ce propos disait le président AUE de Douroula : « L'eau, c'est la vie...elle est au carrefour de toutes les activités humaines » (03/08/2020). La majorité des personnes interviewées de Douroula et de Tchérriba formule un avis commun que l'accès à l'eau dans leur communauté est : « libre à tous sans distinction car elle est source de vie et de don de nos ancêtres et du ciel ». Alors, comme le disait un usager de Douroula (56ans, cultivateur, 24/07/2020), « l'eau est gratuite ici ». Ces expressions des enquêtés expriment d'ores et déjà une perception de l'eau comme un bien non payant, accessible à tous dans leur communauté. La disponibilité et l'accessibilité de l'eau potable dans les communes de Douroula et de Tchérriba pour les usagers sont vitales et essentielles pour la réalisation et la pérennité des activités quotidiennes.

Quant à la gestion et la responsabilité sociale des ouvrages et équipements des points d'eau dans les 2 communautés, les perceptions des populations ne sont pas communes du point de vue du mode de gestion comme mise en place par les autorités locales. Ainsi, à l'image de la gestion des puits d'eau traditionnels de la communauté, la majorité de la population des 2 communes s'attend à une gestion gratuite et non contraignante financièrement. C'est d'ailleurs le sens de l'analyse de ces auteurs sur les politiques et les modes de gestion de l'accès aux points d'eau potable en milieu rural :

« Traditionnellement, le puit traditionnel est donc à la fois privé et public. La propriété en est privée, l'usage en est public. L'accès est libre et gratuit. Son entretien est une affaire de bonne volonté : celle de ses initiateurs et celle de ses utilisateurs (quartier, voire village). Ces puits dont l'accès est aussi libre et gratuit, sont considérés comme l'affaire de l'État, qui les a amenés et on estime que c'est donc à lui de les entretenir ou de les réparer. Dans le meilleur des cas, le chef de village tentera de mobiliser la population pour un nettoyage avec des succès variés. Les premiers forages réalisés et équipés de pompes à motricité humaine ont relevé aux yeux de tous du même registre que les puits cimentés. C'était un don de l'État, qui en restait responsable... Avec les premières pannes des pompes, un nouveau cas de figure est apparu : la question de la réparation. Logiquement cette question a été considérée comme relevant toujours des chefs de villages. L'État étant défaillant, ceux d'entre eux qui en étaient capables ont réclamé aux villageois des cotisations pour payer la réparation, alors que d'autres ont renoncé faute d'autorité, de volonté ou de consensus local » (J-P. Olivier de Sardan et A. Dagobi, 2000, pp9-10).

Au sujet de la gestion durable des ouvrages nous avons relevé assez de propos auprès de la population. Nous avons constaté des perceptions dualistes de la gestion des ouvrages hydrauliques dans les 2 communes. Le caractère de l'origine, de la provenance et de la propriété de l'eau (bien gratuit, ancestral et intemporel) contribue à maintenir sa gouvernance communautaire au niveau local. La garantie d'une gestion durable de l'accessibilité à l'eau est influencée par ces caractéristiques de représentation sociale et endogène de l'eau.

3.2 La perception des populations sur les stratégies de gestion initiées

La perception que la population a des stratégies de gestion initiées sur les ouvrages hydrauliques de l'eau potable dans leur localité est qu'elle est extérieure aux principes et pratiques endogènes de leur communauté. Il s'agit de la logique de la contribution financière des usagers d'eau pour avoir accès à l'eau potable. C'est un nouvel ordre organisationnel émanant d'acteurs exogènes (le gouvernement en général et les ONG) qui tentent d'inculquer un changement. Quelques propos de nos interviewés s'illustrent ainsi sur leur perception et connaissance sur la contribution financière.

« L'installation des forages était une bonne chose pour améliorer l'accès à l'eau potable plus sûre pour la santé, mais cela a fait qu'on est obligé de payer l'eau pour boire, se laver et préparer. Pourtant, avant l'accès à l'eau était totalement gratuit ». (DS, 54ans, usager/ménage, Tchériba, 03/08/2020).

« Elle assure le fonctionnement et la continuité du service de l'eau potable pour une gestion durable des matériels. Cela est nécessaire pour les frais de réparation et l'entretien du forage, permet de prendre en charge la pompe en cas de panne, et si les cotisations pourront servir à faire un nouveau forage » (YH, 28ans, Tchériba, usager de PMH, 03/08/2020)

« Permet de percevoir la rémunération du fontainier régulièrement et de réparer la borne fontaine permet de réparer rapidement et d'avoir fréquemment de l'eau potable à proximité » (DS, 33ans, Tchériba, usager, 03/08/2020).

Même si la majorité des usagers ont manifesté leur adhésion à la contribution financière afin d'améliorer la gestion des ouvrages hydrauliques, nous avons rencontrés une minorité qui s'est montrée réticente à la contribution financière pour des raisons du caractère symbolique et non marchandable de l'eau dans la communauté. À cet effet, cette étude de J-P. Olivier de Sardan et de A. Dagobi (2000) a suscité notre attention que nous ajoutons dans notre analyse de la perception des populations en milieu rurales sur l'accès à l'eau potable. Pour les auteurs :

« L'eau était gratuite, non seulement pour les puits, mais aussi pour les forages. De ce point de vue, l'idée que la pompe a un coût, et que ce coût exige une participation financière des utilisateurs, est désormais passée dans les mœurs dans l'ensemble des villages enquêtés : s'il y a débat sur le mode de recouvrement et sur le montant demandé, nous n'avons pas rencontré de désaccord sur le principe que l'eau à la pompe soit un minimum payant » (J.P Olivier de sardan et A. Dagobi, 2000, p16).

3.3 Perceptions et pratiques des populations de l'assainissement domestiques

Les populations de Douroula et Tchériba ont des connaissances communes sur les notions d'assainissement de leur espace domestique. Les opinions et les expériences partagées présentent des similitudes. En effet, pour la majorité des interviewées, un milieu sal est défini comme suite : « Un lieu où on a la présence d'ordures, de déchets, de saleté et du désordre partout. Le milieu sent mauvais et n'est pas accueillant. Il peut y avoir des reptiles et des insectes nuisibles à l'homme » (CN, 42ans, Tchériba, usager, 02/08/2020). Quant à la définition de la propreté, c'est : « Un espace propre, c'est un



espace qui procure la santé, la quiétude. Car tout est bien ordonné, rangé, aéré et sécurisant pour l'homme. La vie est agréable, il y a absence de saleté, de moustiques, de mouches, d'insectes ou de reptiles ». (Cf, 48ans, Douroula, usager ménage, 24/07/2020). Nous retenons de ces différents propos des conceptions communes de l'assainissement de l'espace domestique dans ces 2 localités. Nous avons l'usage d'indicateurs comme de présence d'insectes, de reptiles, d'odeurs, ordre, quiétude etc. En plus, nous avons observé des pratiques d'hygiène dans certaines espaces domestiques dans les 2 communes. Alors, le constat est que les systèmes d'assainissements existants sont essentiellement constitués de latrines traditionnelles et de quelques rares puisards dans les concessions. Nous ajoutons à cela des pratiques comme la défécation à l'air libre. La majorité des ménages visités n'ont pas de latrine conventionnelle tel que recommandé par les autorités communales. Les ménages ne possédant pas de latrine sont obligés de recourir aux voisins ou à la nature pour leur besoin.

« Je n'ai pas de latrine, je sais que ce n'est pas bien de faire la défécation à l'air libre mais je suis obligée, je n'ai pas le choix pour le moment. Quand, les enfants défèquent, ils prennent jeter devant la concession, laissant les mouches et les poulets venir manger le caca. Moi-même, je ne suis pas content et fier de ceci, mais je ne peux rien faire ». DK, 32ans Tchériba, usager ménage, 2/8/2020).

S'agissant des pratiques de la population, elles sont en grande partie influencées par les croyances culturelles et le contexte. Elles sont plutôt empiriques que rationnelles malgré le niveau d'informations de la population. À cet effet, l'analyse de J. Bouju et F. Ouattara (2002) nous en explique d'avantage le fonctionnement de la propreté en fonction des lieux culturels, des époques et des classes sociales considérées :

« Si toutes les sociétés opèrent un partage entre ce qui est propre et ce qui est sale, le lieu de la ligne de partage est variable car il dépend des croyances (culturelles, scientifiques ou religieuses) partagées. Ces croyances se traduisent par des valeurs et des normes de propreté qui s'incarnent dans les codes locaux de la bienséance et du savoir-vivre. C'est en invoquant ces codes que les gens portent des jugements sur les Autres, leurs choses ou leurs espaces, qui départagent entre le souhaitable et l'insupportable » (J. Bouju et F. Ouattara, 2002, p 34).

3. 5 Appréhensions sur les stratégies de l'accès à l'assainissement

Nous avons noté que les perceptions sociales et culturelles guidaient les pratiques d'assainissement endogènes des populations. Aux côtés de ces pratiques endogènes, nous avons l'introduction des stratégies d'actions de l'assainissement conventionnel promu par les acteurs étatiques et leurs partenaires. C'est sans oublier que ces acteurs sont des personnes externes à la communauté et aux logiques différentes que celles de la communauté. Ainsi, nous relevons le caractère exogène des stratégies de l'accès à l'assainissement initiées par l'État et ses partenaires.

Stratégies exogènes et appropriatives

Nous avons identifié des actions de promotion à l'accès à l'assainissement de l'espace domestique des populations de Douroula et Tchériba.

« Autrefois l'assainissement surtout familial était le parent pauvre des investissements mais aujourd'hui on note des initiatives, projets, programmes en faveur de l'assainissement familial. Les communautés commencent à s'intéresser puis que certaines réalisent ou financent eux même déjà leur

installation d'assainissement. Il reste maintenant à gérer de façon intégrée la filière (collecte, stockage, traitement et valorisation » (B B, 38ans, spécialiste WASH et Développement à ONG : INTERSOS du 29/06/2020)

Les populations affirment avoir reçu des visites à domiciles de ces acteurs promoteurs. Ces visites se résument à de moment d'échange, de sensibilisation et d'information pour le changement de comportement de la population. Elles évoquent aussi l'adoption de ces stratégies d'assainissement.

« La stratégie du projet est essentiellement basée sur l'ATPC. La commune nous accompagne pour recueillir le consentement et l'engagement de la population (bénéficiaires) sur le projet également relever les limites de leur communauté. On essaie de les impliquer dans le projet » (A L, 27, assistant technicien à l'OCADES-CARITAS diocésain Dédougou, du 29/06/2020)

S'agissant des indicateurs d'appropriation de l'accès à l'assainissement par les populations dans le cadre de notre étude, nous avons pu observer quelques-uns que nous avons présenté à travers les propos des interviewés :

« Certains ménages creusent de petit trou dans un coin de la cour jeter les eaux usées de la vaisselle et de la lessive. Puis les activités de sensibilisation du projet, les populations commencent à comprendre les enjeux de leur technique de construction des latrines et de puisard traditionnel. Ces techniques de construction ne sont pas durables, et le plus moins hygiéniques » (A. L, 27ans, assistant technicien à l'OCADES-CARITAS, 29/6/2020)

« C'est chaque ménage qui réalise sa propre latrine maintenant selon ses moyens financiers que la latrine traditionnelle ou la latrine moderne, nous souhaitons que la volonté vienne de la communauté elle-même c'est ainsi qu'il faut en approprier de l'entretien et de l'utilisation optimal de l'ouvrage. Je disais tantôt que nous avons beaucoup évolué en termes d'approche, avant c'était la latrinisation selon un programme bien précis et on repartait sans tenir compte de ce que le ménage voulait en réalité car tout était monté au niveau central pour venir s'appliquer dans la communauté et on s'est rendu compte que les bénéficiaires n'utilisaient pas. À ce niveau, je voulais ajouter qu'il faut valoriser les compétences endogènes et aussi laisser la communauté identifier et exprimer ses propres besoins. Et maintenant, on essaie de les corriger et adapter. En termes d'exemple, nous avons l'ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté) encouragé par le ministère, c'est une approche qui consiste à mettre la communauté au cœur même de l'action. En réalité, aucune réalisation de latrine pour une ménage, c'est après la sensibilisation et une discussion avec eux, qu'ils vont essayer trouver des solutions pour assainir leur cadre de vie sans avoir à investir de gros moyens financiers ». (T. M, 37ans, chef de service assainissement/ DREA/BM du 24/06/2020)

Le défis des stratégies des acteurs de l'Assainissement

Nous avons observé qu'on pouvait établir un lien entre l'assainissement de l'espace domestique des populations et les pratiques sociales (les usages et habitudes). Alors, nous avons pu faire le constat à travers les comportements et les propos des différents acteurs.



« Oui, quoi qu'on dise il y a des pesanteurs sociales parce que la question de l'assainissement est assez récente puisque la population, quand vous partez parler aux personnes âgées, il va vous dire qu'avant ils n'avaient de latrine mais ils ne tombaient pas malade. Contrairement à ce qu'ils disent, même si les petites maladies qu'ils y avaient étaient liées aux manques d'hygiène. Nous avons des ménages qui refusent catégoriquement les latrines à côté des concessions, ils préfèrent mettre de côté hors de la concession pour qu'une personne ne les voit pas entrer dans la latrine pour se soulager. Ils disent de façon sociale, quand on ne doit pas te voir rentrer dans la latrine ce n'est pas bien ». (T M, 37ans, chef de service assainissement/ DREA/BM du 24/6/2020).

Plusieurs de nos enquêtés affirment que l'accès à l'assainissement de leur espace domestique est plutôt d'ordre économique. En effet, le manque de moyen financier influence l'aménagement de leur espace domestique en fonction de leurs aspirations et besoins sociaux. Pourtant, ces acteurs prônent que l'accès à un système d'assainissement adéquat est un droit pour tous. Alors, nous avons des personnes qui n'ont toujours pas l'accès à ce service compte tenu de leur position ou condition socioéconomique. Nous avons en plus constaté que des initiatives extérieures sont entreprises par le gouvernement et ses partenaires pour accompagner ces ménages vulnérables qui aspirent à l'accès à un assainissement adéquat.

« Les approches ont beaucoup évolué avant ce qui se faisait la direction réagissait à la demande et de plus en plus, il est ressorti que cette approche n'est plus tellement satisfaisante, alors ce qui est fait présentement, on mène les actions plus sur les sensibilisations. À travers ces sensibilisations, les populations sont plus amenées à comprendre le besoin et l'utilité de l'ouvrage dont ils ont besoin. Après cela, les ménages reviennent au niveau communal après avoir compris toute la chaîne pour demander des ouvrages, mais avant tout se faisait au niveau de la direction, il suffit de choisir telle commune, et on commence à intervenir, c'était la *latrinisation* comme on le dit. On a remarqué cela ne marchait pas trop bien parce que les ouvrages étaient réalisés mais ils n'étaient pas utilisés après plusieurs tentatives, on a décidé de changer et de mettre les populations au cœur du développement. De plus en plus, les approches se font en fonction de ABDH (Approche Basée sur les Droits Humains) qui prend en compte plusieurs aspects. Il y a qu'on ne peut pas réaliser un ouvrage sans au préalable recueillir l'avis de la communauté. C'est cette approche que nous nous basons maintenant avant de réaliser un ouvrage. Nous prenons d'abord leur avis avant de commencer tous travaux de constructions que soit un forage ou une latrine, ou un AEPS ». (T M, 37ans, chef de service assainissement/ DREA/BM du 24/06/2020)

« Les difficultés ne manquent pas, pour mettre en œuvre un programme, il y a toujours un besoin de financement des activités surtout celles communautaires (les sensibilisations) et les questions de suivi qui reviennent. À mon niveau, la principale difficulté c'est la question de suivi des activités. Et la population qui est tellement habituée aux subventions et aux aides tant qu'on ne construit pas gratuitement elle ne veut pas adhérer. Elle attend volontairement la gratuité » (2^e adjointe au maire de Douroula, 16/07/2020).

Des interviewés nous disent que ne possédant de latrine, ou de puisard, ils sont obligés de d'aller demander chez le voisin pour déféquer ou déverser les eaux usées et excréments des enfants du ménage devant la concession dans la rue.

« Nous ne devons pas imposer un quelconque changement de comportement au ménage mais c'est de faire savoir à celui-ci que son comportement actuel est nocif pour lui-même, il faut que la communauté ou le ménage se l'approprie. La difficulté c'est que nous avons déjà de recette déjà toute faite en termes de changement unilatéral à apporter alors que ce changement peut aller à l'encontre des principes de vie. Il faut donc adapter le changement à apporter aux réalités vécues sur le terrain » (B B, 38ans, spécialiste WASH et Développement à ONG : INTERSOS du 29/6/2020).

4-Discussion

Les représentations sociales des populations de l'accès à l'eau potable et celles de l'assainissement de l'espace domestique font parties des théories du changement social. Dans la pratique, l'appropriation des innovations nouvelles induit par les projets est souvent le produit d'échanges entre des acteurs partenaires externes (J-P. Olivier de sardan, 1995). Alors, une dynamique d'interactions entre différents acteurs s'imposent à toutes les parties prenantes de l'action. Les interventions sont jusqu'à là menées par des acteurs externes mais les représentations sociales des populations en constituent de véritables barrières. Et l'appropriation de certaines initiatives semble difficile. C'est le cas par exemple de la défécation à l'air qui continue d'être pratiquée et la réticence à la contribution financière de l'entretien durable des ouvrages d'eau potable. À ce propos, nous avons cette analyse de François Perroux (1960) cité par A. Ouédraogo que la notion de développement se réfère toujours à un modèle socio-culturel. Pour lui, « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rende apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global » (A. Ouédraogo, 1992, p19). Les stratégies des actions de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement devraient venir en complément avec les perceptions et pratiques sociales et culturelles de la population des 2 communes afin de favoriser son adoption.

L'usage des ouvrages d'eau potable et d'assainissement adéquat est le produit de l'évolution de la modernisation émanant des effets du développement auxquels les 2 communautés ne sont pas toujours habituées. Alors leur acceptance et usage dans les pratiques et habitudes quotidiens requièrent un autre processus auquel les populations devraient s'adapter. En effet, la plupart des interventions sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement adéquat ont des tendances de démarche populisme développementaliste. Ainsi, pour J-P. Olivier de Sardan (1995), le populisme est conçu comme un certain type de rapport social, scientifique, politique que des intellectuels nouent au moins symboliquement avec le « *peuple* ». Pour ajouter, nous avons cette analyse d'un autre auteur : « Dans les contextes africains, on observe une forte intervention des organisations internationales et des bailleurs de fonds se manifestant à différents niveaux de la chaîne de production de l'action publique ». (F. Enguéléguélé, 2008, p19). Ces conceptions génèrent chez ces acteurs de développement de la connaissance comme de l'action. Face à un système qui méprise, néglige les pratiques endogènes de la population, nous avons acteurs qui condamnent certaines pratiques des populations et en font une cause intellectuelle et scientifique tout savoir émanant de l'extérieur. Cette approche contribue à établir des résistances à toute démarche innovante dans le changement social des actions. L'appropriation par les populations des mécanismes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement adéquat est avant tout nécessaire. En effet, « L'appropriation est une dimension essentielle de l'action des ONG. L'exemplarité ou la formation sont loin de suffire pour qu'une innovation technique se diffuse dans une société donnée » (J-P. Olivier de Sardan, 1985, p184). Et la démarche poursuivie par les acteurs responsables de l'action du changement est l'information et la communication. Elle permet de faciliter l'implication et l'engagement de tous les acteurs. Les démarches ne sont pas nouvelles, c'est l'appropriation des populations qui s'effectue progressivement.



Par ailleurs, d'autres approches remettent en cause l'organisation et la gestion de l'espace social et physique du cadre vie familiale. C'est dire également, comment cet aspect influence l'accès à l'assainissement et le niveau de l'hygiène des ménages en milieu rural. Pour J. Bouju et al (2002), cette forme de gestion de l'espace domestique, où aucun aménagement concret n'instaure de séparation, n'exclut pas les proximités paradoxales. Cela stipule encore de l'importance de notre milieu et de notre cadre de vie en lien avec les stratégies promulguées. Elle rappelle en plus des conséquences sanitaires, principalement les maladies diarrhéiques infantiles sur les ménages. L'assainissement ne doit pas être développé en tant que tel, mais plutôt comme partie d'un processus qui donnerait un pouvoir aux populations rurales, pour prendre en charge leur propre développement. Cependant, nous avons une minorité de personnes qui préfèrent délibérément la pratique de la défécation à l'air libre car selon eux, les latrines « sentent mauvais » et moins adapté à leur besoin particulièrement les personnes âgées et les personnes en situation d'handicap.

L'acquisition d'un système d'assainissement adéquat de l'espace domestique ne dépend pas de moyens financiers mais plus des perceptions que chacun se fait de la propreté de son environnement et quant à l'accès à l'eau potable, c'est plus tôt inculquer le changement de comportement par la participation à la contribution financière. Ces sont des pratiques ancrées dans les habitudes de la majorité des ménages et qui prennent du temps à être abandonnées et c'est ce que disait J-M. Fontan, (2003, p4) « Les grandes transformations du « système social » prennent du temps à se cristalliser ».

Conclusion

L'inspiration à un changement de comportement peut être possible et envisageable dès qu'un certain nombre de moyens et de soutiens est accessible. Alors, les interventions basées sur l'implication et la participation de la population contribuent à changer les perceptions. L'ancrage aux pratiques anciennes de gestion de l'eau potable et de l'assainissement ralentit toute nouvelle forme de stratégies pour renforcer leur accès durable. Mais, nous estimons que ces habitudes et représentations sociales peuvent changer car des alternatives se dessinent progressivement sur les comportements des populations. En fait, nous avons observé que la gestion « communautaire » de l'eau potable dans les 2 communes est en train d'être imposées malgré ses résistances car pour les responsables c'est la garantie d'un accès durable à l'eau potable. Quant à l'accès à l'assainissement de l'espace domestique et des mécanismes de mises en œuvre, les mauvaises pratiques tendent à changer aussi. Pour G. Blundo (2003, p51) : « Il importe donc de bien connaître en amont ces aspects culturels pour pouvoir les intégrer et concevoir des services d'assainissement qui correspondent véritablement aux attentes des populations et qui sont acceptés tant socialement que culturellement ». La question des représentations sociales de la population de Douroula et de Tchérriba sont aux centres de toutes les approches communautaires. S'agissant des stratégies d'actions d'accès à l'eau et à l'assainissement, il faut des politiques publiques en phase avec les pratiques et les perceptions de la communauté pour garantir sa mise en œuvre. Et l'atteinte de cet objectif passera par une appropriation complète et une autonomie de ces stratégies promotionnelles d'accessibilité à l'eau potable et à l'assainissement des espaces domestiques dans les 2 communautés. Les résultats de l'étude ont montré que les populations ont des perceptions complexes dépendantes de leur pratique sociale, de leur identité culturelle et de leur moyen financier au sujet de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de leur espace domestique. Et elles transcendent leur cadre de vie en générale.

Références Bibliographiques

1. AYIMPAM Sylvie, CHELPI-DEN HAMER Magali et BOUJU Jacky, (2014) *Anthropologie et développement*, in APAD n°40-41. 87p.

2. BLUNDO George, (2003), *La question des déchets et de l'assainissement à Dogondoutchi*, Niamey, Lasdel, Études et travaux n° 10, 49p
3. BLOESS Fleur Françoise, ETIENNE Jean, NORECK Jean-Pierre, ROUX Jean-Pierre (2004), *Dictionnaire de Sociologie*, HATIER, Paris.
4. BOUDON Raymond, (1977) *Effets pervers et ordre social*, P.U.F., Paris
5. BOUJU Jacky et OUATTARA Fatoumata, (2002), *Une anthropologie politique de la fange : Conceptions culturelles, pratiques sociales et enjeux institutionnels de la propreté urbaine à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)*, 224p, rapport final, Programme gestion Durable des Déchets et de l'Assainissement Urbain, SHADYC-Marseille / GRIL-Ouagadougou.
6. COMMUNE RURALE DE TCHERIBA, (2018), *Plan Communale de Développement (PCD) de la commune de Tchériba 2019-2023*, Burkina Faso.
7. ENGUELEGUELE M., (2008), *Quelques apports de l'analyse de l'action publique à l'étude du politique en Afrique subsaharienne*, Politique et Sociétés, n°37, 28p.
8. FONTAN J M, (2003), *Le développement du local, de la contrainte économique au projet politique*, Revue Interventions économiques, 35p.
9. MINISTERE de l'Eau et de l'Assainissement, (2019a), *programme national d'approvisionnement en eau potable (PN-AEP) : rapport national bilan annuel 2018*, Burkina Faso.
10. MINISTÈRE de l'Eau et de l'Assainissement, (2019b), *direction générale des études et des statistiques sectorielles : Annuaire statistique de l'eau et de l'assainissement 2018*, Burkina Faso.
11. OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, (1995), *Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala.
12. OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, et DAGOBI Abdoua, (2000), *la gestion communautaire sert-elle à l'intérêt public ? Cas de l'hydraulique villageoise au Niger*, in politique africaine, n°80, 27p.
13. OUEDRAOGO Adama, *les facteurs de changements de comportement de la population en matière de gestion des excréta dans la ville de Garango au Burkina Faso*, Université de Ouagadougou, UFR/SH, 2009.

Webographies

<http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2011.htm>. Consulté le 25/10/2019 à 16h15

<http://www.oecd.org/fr/cad/statistiquesdelaide/aideausecteurdeleauetlassainissement.htm>, Consulté le 10/07/19.

URL: <http://journals.openedition.org/anthropodev/337>. Consulté le 25 février 2020.

UNICEF, OMS, Progrès en matière d'assainissement et d'eau potable : mise à jour 2015 et évaluation des OMD, Unicef/OMS, 2015. Consulté le 22/07/2019

<https://www.unicef.fr/article/21-milliards-de-personnes-n-ont-pas-acces-l-eau-potable-salubre>, consulté le 03/07/19.

<https://www.mea.gov.bf/projets-et-programmes/eau-potable> consulté le 22/07/2019

www.dictionnaire.enap.ca : Turgeon, J. et J.-F. Savard (2012). Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique, consulté le 30/11/2020